



# PRÉFET DE MAYOTTE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

CABINET DU PREFET

Dzaoudzi, le 2 mai 2023

## ARRETE N° 2023-CAB- 0384

Portant autorisation de captation, d'enregistrement et de transmission d'images au moyen de caméras installées sur des aéronefs

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**  
Délégué du Gouvernement  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de la sécurité intérieure notamment les articles L. 242-1 à L. 242 - 8 et R. 242-8 à R. 242 - 14

**Vu** le décret du 23 juin 2021 du Président de la République portant nomination de M. Thierry SUQUET en qualité de préfet de Mayotte, Délégué du Gouvernement ;

**Vu** le décret du 21 décembre 2021 nommant Marie GROSGEORGE, sous-préfète, en qualité de directrice de cabinet du préfet de Mayotte ;

**Vu** l'arrêté du ministre de L'Intérieur et des Outre-mer du 19 avril 2023 relatif au nombre maximal de caméras installées sur des aéronefs pouvant simultanément être utilisées dans chaque département et collectivités d'outre-mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2023 portant délégation de signature à Madame Marie GROSGEORGE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Mayotte ;

**Vu** la demande formulée le 28 avril 2023 par le Commandant du groupement de gendarmerie de Mayotte ;

**Considérant** les violences de bandes organisées dans des secteurs difficilement accessibles et non couverts par les caméras de surveillance urbaines et les menaces que celles-ci font encourir tant aux populations qu'aux forces de l'ordre dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre actuellement en cours ;

**Considérant** les menaces à l'ordre publique, constatées par les forces de l'ordre, diffusées sur les réseaux sociaux appelant aux regroupements de bandes armées afin de mener des actions violentes à l'encontre de la population et des forces de l'ordre ;

**Considérant** les épisodes de violences urbaines se déroulant dans des zones d'habitats insalubres nécessitant des interventions régulières des forces de l'ordre et considérant qu'au regard de la configuration des lieux une surveillance aérienne est un appui logistique nécessaire pour assurer au mieux la sécurité des agents de l'antenne du GIGN intervenants sur le terrain ;

**Considérant** que ces actes de violences urbaines sont commis par des bandes de jeunes adultes ou des mineurs, armés d'arme blanche, cagoulés ;

**Considérant** que l'action de ces bandes suscite un très grand émoi dans la population ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Mayotte ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La captation, l'enregistrement et la transmission d'images par l'antenne du GIGN de Mayotte sont autorisées pour assurer la sécurité des populations et l'appui des personnels au sol à compter du 6 mai 2023 pour une durée de trois mois dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre et de lutte contre l'immigration irrégulière.

**Article 2** : La présente autorisation est limitée aux zones d'habitat insalubre sur les communes et villages de Dzoumogné, Longoni, Kongou, Majicavo, Doujani Passamainty, Vahibé, Mirereni, Combani, Ironibé, Tsararano, Dembeni, Nyambadao et Bandrélé.

**Article 3** : Le nombre maximal de caméras pouvant procéder simultanément à des enregistrements au titre des articles 1 et 2 ci-dessus est fixé à 2 caméras.

**Article 4** : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Mayotte, le Commandant du groupement de gendarmerie de Mayotte, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
La Directrice de cabinet



Marie GROSGEORGE

Dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, le présent acte peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Préfet de Mayotte, au service désigné sous le présent timbre
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des affaires juridiques - Place Beauvau - 75800 Paris cedex 08;
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif de Mayotte - Les Hauts du Jardin du Collège - 97600 Mamoudzou